

Questions orales

● (1442)

L'INDUSTRIE

LES POURPARLERS AVEC AMERICAN MOTORS AU SUJET DES MISES À PIED PROJÉTÉES À L'USINE DE BRAMPTON

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que 1,000 ouvriers vont être mis à pied l'été prochain, à l'usine American Motors de Brampton pour une période indéterminée et que 350 autres vont perdre définitivement leur emploi, je voudrais poser la question suivante au ministre. Comme la société American Motors n'a pas respecté les exigences du pacte de l'automobile en termes d'investissements, de production et d'emplois, depuis déjà plusieurs années, et qu'elle a bénéficié de remises sur les droits de douanes payables sur ses importations d'automobiles, remises estimées à environ 80 millions de dollars depuis 1974, le ministre peut-il nous dire s'il a eu récemment des entretiens avec les dirigeants de cette société au sujet des dispositions du pacte, de l'effet que ces mises à pied auront sur son application et sur les efforts qu'American Motors devrait faire pour satisfaire les conditions du pacte touchant la création d'emplois?

L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, en réponse à cette question, j'aimerais informer le député et la Chambre que je dois rencontrer cet après-midi les représentants du syndicat au sujet de l'usine de la société American Motors. Nous avons eu des pourparlers suivis avec American Motors. La société entend transformer cette usine en une usine de fabrication de jeeps, soit du véhicule qu'elle vend le plus. À longue échéance, la décision d'American Motors sera donc avantageuse pour notre pays au chapitre de l'emploi.

M. Blackburn: Monsieur l'Orateur, le même ministre pourrait-il nous dire s'il s'est entretenu avec les représentants d'AMC au sujet de la fusion ou de l'association d'AMC et de Renault? Dans l'affirmative, la société l'a-t-il assuré que cela se traduira par une augmentation du nombre d'employés d'AMC et de Renault au Canada, plutôt que de ne profiter qu'à certains concessionnaires de voitures Renault?

M. Horner: Monsieur l'Orateur, des pourparlers sont en cours entre American Motors et Renault. Je ne crois pas pouvoir ajouter quoi que ce soit qui puisse faire avancer les discussions.

* * *

L'IMPÔT SUR LE REVENU

DEMANDE DE MESURES POUR METTRE FIN À L'ACTIVITÉ DES ESCOMPTEURS D'IMPÔT

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que le ministre du Revenu national a accepté d'être réduit au silence et d'aller à l'autre endroit et que le 30 avril est la date limite pour payer ses impôts, j'aimerais poser une question au premier ministre. Je crois comprendre qu'il y a un bill qui ne verra jamais le jour.

[M. Andras.]

Le premier ministre est-il prêt à mettre fin aux activités de ces recoins de la finance qui escomptent les remboursements d'impôts jusqu'à 50 p. 100. Est-il possible de prendre des dispositions dans chaque ville où il y a un bureau du ministère du Revenu national, afin que les gens qui paient peu d'impôts puissent recevoir leur remboursement sans les faire escompter par les recoins de la finance?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, pour régler précisément ce problème, nous présentons un bill que la Chambre pourra adopter rapidement, si elle le désire. Je suis sûr que les leaders à la Chambre des différents partis seront d'accord pour l'adopter sans délai.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas étudié le bill en profondeur, mais je ne crois pas qu'il empêchera les recoins de la finance d'actualiser leurs profits. Leurs taux seront fixés à un certain niveau. Le premier ministre peut-il faciliter les choses aux contribuables en créant une banque où ceux-ci pourraient se présenter avec leur remboursement d'impôt sur le revenu et obtenir le plein montant pour leur dollar. Cela aiderait les petits salariés du pays.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je répète qu'une proposition, qui a obtenu l'appui de toutes les provinces, a été soumise à la Chambre.

M. Woolliams: Présentez-le votre bill!

M. Trudeau: Le député devrait se faire une idée. Veut-il le bill ou veut-il autre chose? Je crois savoir que le Nouveau parti démocratique est en faveur de la mesure. Peut-être tous les partis pourraient-ils s'entendre pour lui faire franchir toutes les étapes en une heure ou deux. Cela ne manquerait pas d'aider les Canadiens.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LE MONTANT CONSACRÉ AU PROGRAMME DE PUBLICITÉ

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Un article paru dans le *Globe and Mail* d'hier rapporte que l'agent principal des relations avec les médias pour la Commission d'assurance-chômage, à Toronto, a blâmé le gouvernement pour avoir consacré un million de dollars à la publicité pour redorer son blason. Il a signalé qu'il aurait suffi de joindre aux chèques des avis aux prestataires, pour économiser \$997,000. Il concluait en disant que ses collègues de travail estimaient généralement qu'on cherchait moins à informer le public qu'à se lancer dans une campagne électorale.

M. l'Orateur: Le député a-t-il une question à poser?

M. Beatty: Oui, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il assurer à la Chambre que, étant donné l'augmentation de 35 p. 100 du déficit budgétaire, le gouvernement mettra fin à la publicité inutile, insensée et superflue qui ne vise qu'à redorer son blason?